

Déclaration liminaire de SUD éducation 34 CAPD du jeudi 30 janvier 2025

Ce début d'année 2025 a été marqué par quelques bonnes nouvelles ! Elles deviennent tellement rares, qu'il convient de les citer : la ministre Borne a renoncé à la suppression de 4000 postes prévue dans le budget Barnier ; le ministère abandonne certains points du « choc des savoirs » ; le gouvernement recule sur le passage de un à trois jours de carence.

Ces maigres victoires sur des décisions délétères sont le fruit de la combativité des personnels qui ont su maintenir la pression en se mobilisant, malgré l'instabilité politique. Bien évidemment, elles sont largement insuffisantes face aux enjeux actuels auxquels doit faire face l'école et l'ensemble de la communauté éducative.

Par exemple, l'imposition généralisée des évaluations nationales standardisées à tous les niveaux est une ineptie pédagogique. Ces évaluations sont sans intérêt, si ce n'est d'occuper les étagères numériques du ministère sur lesquelles elles prendront une poussière 3.0, hautement polluante. Notre syndicat s'inquiète, de plus, de l'utilisation faite par certains IEN qui s'en servent comme outil de pression managérial. Les enseignant·es ont l'évaluation de leurs élèves et de leurs progrès inscrite dans leur cœur de métier ; nous n'avons nul besoin de ces évaluations complètement hors sol, imposées et génératrices de stress.

De même, l'augmentation dans le RSST des signalements liés au manque de moyens humains, de formation, de structures et de protocoles dédiés à l'école inclusive est un marqueur incontestable de la violence des situations vécues par les élèves, par leurs familles, par l'ensemble des équipes dans les écoles. Elles n'ont de cesse d'alerter sur le sentiment d'impuissance et d'insécurité qu'elles subissent. Manque de moyens ou saupoudrage, les réponses proposées sont largement insuffisantes ou parfaitement inadaptées. Et, sans moyen, l'école inclusive n'est qu'un slogan.

Aujourd'hui, notre ordre du jour porte sur le PPCR. Les personnels revendentiquent depuis de nombreuses années, par la grève notamment, une véritable revalorisation salariale. De nombreuses et nombreux collègues sont déçu·es par leur rendez-vous de carrière qui entend les évaluer sur une heure de cours, avec un décalage entre l'avis rendu et la réalité de leur pratique professionnelle et avec le sentiment que ce système est opaque, injuste et inégalitaire. Pourtant, c'est bien cet avis qui permettra ou non d'accéder au plus vite à l'échelon supérieur ou à la hors-classe. Notre syndicat n'a pas signé la mise en place du PPCR et restera opposé à l'avancement au mérite et à l'arbitraire hiérarchique.

Enfin, la campagne de demande d'exercice à temps partiel n'invite pas les collègues à la sérénité ni à la sécurité. Outre le fait qu'elle ne respecte toujours pas les textes réglementaires et donc les droits des personnels, elle est totalement dématérialisée avec un *COLIBRIS* à qui il manque des cases pour pouvoir exposer la spécificité de certaines situations. Avec aussi, chez de nombreux collègues, la crainte voire la certitude que leur demande sera rejetée, ce qui empêche de se projeter sereinement. Avec, enfin, parfois des IEN qui découragent par avance les personnels en annonçant qu'aucun temps partiel sur autorisation ne sera accordé.

Alors, le standard de nos permanences syndicales explose et nous avons bien du mal à accompagner nos collègues, tant la procédure reste opaque.

Il y a bien eu quelques bonnes nouvelles. Mais l'école a été profondément abîmée par la politique éducative d'Emmanuel Macron et elle a besoin d'être réparée par des mesures fortes et qui emportent l'adhésion des personnels : l'abrogation des réformes de tri social à l'école, l'attribution de moyens pour recruter davantage, mieux rémunérer et baisser le nombre d'élèves par classe, la création d'un statut de la Fonction Publique pour les AESH, la reconstruction de l'éducation prioritaire, l'arrêt du financement de l'enseignement privé par de l'argent public.

Il y a bien eu quelques bonnes nouvelles. Mais il en faudra encore beaucoup d'autres pour que notre profession retrouve son attractivité sans perte de sens et que les collègues reviennent dans leur salle de classe avec la motivation et la confiance nécessaires à l'exercice de ce métier difficile et exigeant.